Côte d'Ivoire La tuerie continue

La bataille d'Abidjan se poursuivait hier avec d'intenses tirs à l'arme lourde près des derniers bastions du président sortant Laurent Gbagbo, dont les forces ainsi que celles de son rival Alassane Ouattara sont accusées par l'ONU de massacres dans l'Ouest.

Selon la Mission de l'Onu en Côte d'Ivoire (Onuci), 330 personnes ont été tuées en début de semaine à Duékoué, dans l'ouest du pays, dont plus de 200 par des « dozos » (chasseurs traditionnels) des FRCI (Forces républicaines de Côte d'Ivoire, pro-Ouattara).

Le camp d'Alassane Ouattara a dit que ses forces avaient tué *« des miliciens et pas des civils »*.

Toujours selon l'Onuci, *« plus de 100 personnes »* ont été tuées par des mercenaires de Laurent Gbagbo. *« Avant la prise de la ville, ce sont les miliciens et mercenaires qui se sont attaqués aux populations du Nord »*, c'est-à-dire les dioulas (grand groupe ethnique du Nord ivoirien, majoritairement musulman) et les ressortissants d'Afrique de l'Ouest.

Il s'agit des tueries comptant parmi les plus graves depuis une décennie de crise politico-militaire.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), citant des informations recueillies sur place, affirme pour sa part qu'au moins 800 personnes ont été tuées mardi 29 mars lors de violences intercommunautaires à Duékoué.

Contrairement à l'Onuci, le CICR ne désigne pas les auteurs de ces tueries.

La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) affirme pour sa part que plus de 800 personnes ont été exécutées à Duékoué, non en un seul jour comme le dit le CICR, mais depuis le second tour de la présidentielle le 28 novembre 2010, acte de naissance de cette crise.

Gbagbo résiste

À Abidjan, des tirs nourris d'armes lourdes, notamment de mortiers, ont été entendus hier à la mi-journée dans le quartier du palais présidentiel après une nuit et une matinée relativement calmes, seulement trouées de tirs très sporadiques.

Le palais présidentiel est l'un des derniers bastions des forces pro-Gbagbo dans Abidjan, la capitale économique où sont arrivés jeudi soir des combattants d'Alassane Ouattara, reconnu président par la communauté internationale, après avoir pris la quasi-totalité du pays en venant du Nord.

Quatre Casques bleus de l'Onuci ont été grièvement blessés dans les environs du Plateau — le quartier administratif et d'affaires d'Abidjan — par des militaires de Laurent Gbagbo, selon la mission onusienne.

Le gouvernement Ouattara a décrété un couvre-feu de 12 h locales à 6 h.

D'intenses tirs à l'arme lourde étaient également entendus près du camp militaire d'Agban, dans le quartier d'Adjamé (nord). Le camp Gbagbo a affirmé vendredi avoir repoussé une première offensive des forces de son rival sur le palais présidentiel et la résidence présidentielle à Abidjan, affirmant avoir également repris le contrôle de la télévision d'État RTI. Le signal a été rétabli dès vendredi, et la chaîne diffusait des programmes anciens et un clip musical sur des images de campagne de M. Gbagbo.

Hier matin, des militaires fidèles au président sortant ont appelé à l'antenne de la RTI à la mobilisation des troupes *« pour la protection des institutions de la République »*.

Dans ce *« communiqué numéro 1 du PC du point d'appui »*, lu par un militaire accompagné d'une dizaine d'autres, les pro-Gabgbo demandent aux leurs de rejoindre cinq unités situées à Abidjan.

Quant au président sortant, son entourage assure qu'il se trouve avec sa famille dans sa résidence de Cocody (au nord d'Abidjan) et qu'il n'a nullement l'intention d'abdiquer.

Pillages

Les appels pour son départ se multiplient pourtant. Pour le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé, *« Laurent Gbagbo vit ses derniers jours de chef d'État »*.

Dans de nombreux quartiers de la métropole, les pillages se poursuivent et la panique s'empare de certains habitants. Environ 1400 Français et autres étrangers étaient regroupés hier matin dans le camp militaire français de Port-Bouët à Abidjan.

La France, avec M. Ouattara, en a appelé *« solennellement aux parties ivoiriennes pour qu'elles s'astreignent à la plus grande retenue et s'abstiennent strictement de toute violence à l'encontre des civils »*.

Mon œil !

Japon Après le séisme, les Yakuzas à la manœuvre

Les gangs de la mafia japonaise sont en première ligne pour venir en aide aux sinistrés du séisme et du tsunami. Une aide pas désintéressée.

On se souvient du tremblement de terre de Kobé en 1995 qui avait fait 6000 morts et détruit des milliers de maisons et de bâtiments. Si à l'époque le gouvernement avait tardé à réagir, et l'avait fait dans une confusion extrême, cela n'avait pas été le cas des Yakuzas, la célèbre mafia japonaise. Celle-ci avait immédiatement mis tout en œuvre pour venir en aide aux populations sinistrées, mobilisant même un hélicoptère. Cette aide n'était évidemment pas gratuite. Elle avait permis au Yamaguchi-Gumi, la principale organisation du pays, justement basée à Kobé, de se montrer sous sa meilleure image et d'investir massivement dans la reconstruction, encaissant des bénéfices astronomiques dans les années qui suivirent.

Pignon sur rue

Les Yakuzas ont eu longtemps pignon sur rue. Les Américains qui les avaient enrôlés dans leur lutte contre le communisme, lorsqu'ils occupèrent l'archipel, après la guerre, la police qui les laissait tranquilles et même encourageait leur présence — laquelle, disait-on, dissuadait la criminalité —, les feuilletons télévisés où ils apparaissaient comme des espèces de Robin des bois de l'asphalte, tout cela concourait à leur développement et à leurs affaires. Pendant longtemps, pour peu qu'elles ne touchent pas des domaines sensibles (drogues dures, crimes de sang), leurs activités n'étaient guère gênées par une police plutôt contente de trouver des auxiliaires pour assurer la paix.

L'entrée en vigueur de la loi de 1992 pour lutter contre les organisations criminelles, s'explique principalement par la décision de réprimer leurs activités en matière de spéculation boursière et de réduire leur influence dans la société, car dans la folie des années quatre-vingt, les Yakuzas se sont laissé entraîner vers un racket de plus en plus agressif, loin de l'image que les médias voulaient donner d'eux. S'ils ont subi un coup sérieux, au point que certaines de leurs organisations s'effondrèrent, au point aussi que les repentis firent les beaux jours des cliniques spécialisées dans la chirurgie réparatrice du petit doigt que nombre s'étaient coupés pour s'amender d'une faute commise au sein de leur groupe, ils ont très vite repris le dessus, en dissimulant de plus en plus leurs activités frauduleuses (jeux, extorsions de fonds, chantage, fraude financière) derrière des sociétés écrans (immobilier, finance notamment) voire des associations religieuses.

Le blanchiment allait alors battre son plein ainsi que l'internationalisation de ces gangs en Asie du Sud-Est, à Hawaï, sur la côte ouest des États-Unis, et même en France.

Le tremblement de terre à Kobé leur avait permis de redorer leur blason et ils avaient retrouvé bien vite leur relais dans les milieux politiques, qui leur permettait d'exercer leurs activités frauduleuses sans être inquiétés.

Contrairement à la machine administrative de l'État, les Yakuzas peuvent réagir avec une grande rapidité, une grande flexibilité

Le drame du 11 mars dernier leur permet de rejouer le même scénario qu'en 1995. Il faut savoir que contrairement à la machine administrative de l'État, les Yakuzas peuvent réagir avec une grande rapidité, une grande flexibilité. En effet, ils n'ont eux aucune règle à suivre. Ils se désignent eux-mêmes sous le nom d'organisations humanitaires (*jinkyo dantai*). Leur presse s'emploie à les montrer comme des envoyés de cœur sur la ligne de front.

Un Japonais vient de retrouver sa voiture emportée par le tsunami… Quand les gens n'ont plus rien, ils sont contents qu'on leur vienne en aide, et ne demandent pas un certificat de moralité à ceux qui se proposent ! Photo AFP

Effectivement, leur aide est réelle. Dès la fin du tremblement de terre et du tsunami du 11 mars, ils se sont présentés dans les zones sinistrées, certes discrètement en cachant leurs tatouages des bras et du dos. Là où l'accès est difficile, ils n'hésitent pas à s'y rendre à dos d'hommes, pour apporter nourriture, boissons, couvertures et argent. Et les gens en détresse leur en sont naturellement reconnaissants. Et pourquoi ne le seraient-ils pas, alors que personne d'autre n'est sur place à ce moment-là ?

Mais derrière cette aide concrète, réelle aux habitants, se profile à nouveau comme en 1995, l'appétit féroce de ces gangs sans scrupules, qui sont prêts à tout pour s'emparer d'une part non négligeable des marchés de reconstruction dont ils détiennent sans doute près de 4 % dans l'archipel, sans qu'un chiffre exact puisse être donné.

Et le gâteau sera beaucoup plus conséquent qu'en 1995, vu les dégâts incroyables causés par le tsunami, que tout un chacun a pu constater sur les écrans de télévisions du monde entier. Implantés, ils ne lâcheront plus prise, prêts à mettre de l'argent là où il faut (soins de premières urgences, constructions de logements provisoires), en attendant de rafler la mise.

De notre correspondant à Tokyo, Christian Kessler

1870-1871, la guerre qui façonna l'Alsace !

Charge de Reichshoffen, incendie de Strasbourg, sièges de Neuf-Brisach et Belfort…

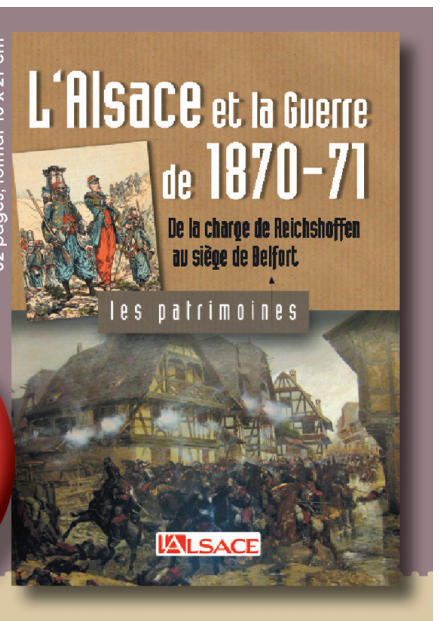
Une question ? Contactez-nous au 03 89 32 75 37 ou par mail à : maud.verdant@lalsace.fr

les patrimoines LALSACE

Sortie le 15 avril

6€90 frais d'envoi offerts

52 pages, format 15 x 21 cm



L'Alsace et la guerre de 1870-71

Oui, je commande ..... livre(s) au prix de 6,90€ pièce.

Bon à renvoyer à : Editions L'AME - 18 rue de Thann - 68945 Mulhouse cedex 9

Prénom : Nom :

Adresse :

CP : Ville :

Réglement : par chèque à l'ordre de L'AME

par CB N° Exp :

Signature obligatoire :

173716700

IGE06